

Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer

Conclu à Londres le 17 février 1978
Instrument d'adhésion déposé par la Suisse le 1^{er} avril 1982
Entré en vigueur pour la Suisse le 1^{er} juillet 1982
(État le 25 février 2025)

Les Parties au présent Protocole,

étant Parties à la Convention internationale¹ de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, faite à Londres le 1^{er} novembre 1974,

reconnaissant que ladite convention peut contribuer de manière appréciable à l'amélioration de la sécurité des navires et des biens en mer ainsi que de la sauvegarde de la vie humaine à bord des navires,

reconnaissant également la nécessité d'améliorer davantage encore la sécurité des navires, notamment celle des navires-citernes,

estimant que le meilleur moyen de réaliser cet objectif est de conclure un Protocole relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer,

sont convenues de ce qui suit:

Art. I Obligations générales

Les Parties au présent Protocole s'engagent à donner effet aux dispositions du présent Protocole et de son Annexe², qui fait partie intégrante du présent Protocole. Toute référence au présent Protocole constitue en même temps une référence à son Annexe.

Art. II Champ d'application

1. Les dispositions des art. II, III (à l'exception du par. a), IV, VI b), c), et d), VII et VIII de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (ci-après dénommée «la Convention») sont incorporées dans le présent Protocole; toutefois, les références faites dans lesdits articles à la Convention et aux Gouverne-

RO 1982 1321

¹ RS 0.747.363.33

² Cette annexe et ses amendements ne sont pas publiés au RO (RO 1987 930; 1993 2514; 2024 618). Le texte des amendements peut être consulté en anglais à l'adresse du site Internet de l'Organisation maritime internationale (OMI): <https://www.imo.org/en/KnowledgeCentre/IndexofIMOResolutions/Pages/Default.aspx>. Le texte français ainsi qu'une version consolidée en anglais peut être consulté auprès de l'Office suisse de la navigation maritime, Elisabethenstrasse 31, 4010 Bâle.

ments contractants doivent être considérées comme des références faites respectivement au présent Protocole et aux Parties au présent Protocole.

2. Tout navire visé par le présent Protocole doit satisfaire aux dispositions de la Convention, sous réserve des modifications et adjonctions énoncées dans le présent Protocole.

3. Les Parties au présent Protocole appliquent aux navires des États qui ne sont Parties ni à la Convention ni au présent Protocole les prescriptions de la Convention et du présent Protocole dans la mesure où cela est nécessaire pour ne pas faire bénéficier ces navires de conditions plus favorables.

Art. III Communication de renseignements

Chaque Partie au présent Protocole s'engage à communiquer et à déposer auprès du Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (ci-après dénommée «l'Organisation») une liste des inspecteurs désignés ou des organismes reconnus qui sont autorisés à agir pour son compte dans l'application des mesures concernant la sauvegarde de la vie humaine en mer, en vue de sa diffusion aux Parties qui la porteront à la connaissance de leurs fonctionnaires. L'Administration doit donc notifier à l'Organisation les responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et les conditions de l'autorisation ainsi accordée.

Art. IV Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature, au siège de l'Organisation, du 1^{er} juin 1978 au 1^{er} mars 1979 et reste ensuite ouvert à l'adhésion. Sous réserve des dispositions du par. 3 du présent article, les États peuvent devenir Parties au présent Protocole par:

- a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
- b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- c) adhésion.

2. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. Le présent Protocole ne peut faire l'objet d'une signature sans réserve, d'une ratification, d'une acceptation, d'une approbation ou d'une adhésion que de la part des États qui ont signé sans réserve, ratifié, accepté ou approuvé la Convention ou qui y ont adhéré.

Art. V Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur six mois après la date à laquelle au moins quinze États dont les flottes marchandes représentent au total au moins cinquante pour cent du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce sont devenus

Parties à ce protocole conformément aux dispositions de son art. IV, à condition toutefois que le présent Protocole n'entre pas en vigueur avant que la Convention soit entrée en vigueur.

2. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole prend effet trois mois après la date du dépôt.

3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date à laquelle un amendement au présent Protocole est réputé avoir été accepté conformément à l'art. VIII de la Convention s'applique au Protocole dans sa forme modifiée.

Art. VI Dénouciation

1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur pour cette Partie.

2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation en a reçu notification, ou à l'expiration de telle autre période plus longue spécifiée dans l'instrument de dénonciation.

4. Toute dénonciation de la Convention par une Partie constitue une dénonciation du présent Protocole par cette Partie.

Art. VII Dépositaire

1. Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation (dénommé ci-après «le Dépositaire»).

2. Le Dépositaire:

- a) informe tous les États qui ont signé le présent Protocole ou qui y adhèrent:
 - i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument nouveau de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date de cette signature ou de ce dépôt;
 - ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
 - iii) de tout dépôt d'instrument dénonçant le présent Protocole, de la date à laquelle cet instrument a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;
- b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les États signataires de ce Protocole et à tous les États qui y adhèrent.

3. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Dépositaire en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son

enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies³.

Art. VIII Langues

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. Il en est fait des traductions officielles en langues allemande, arabe et italienne qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature au présent Protocole.

Fait à Londres ce dix-sept février mil neuf cent soixante-dix-huit.

(Suivent les signatures)

Champ d'application le 25 février 2025⁴

| États parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de suc- cession (S) | | Entrée en vigueur | |
|------------------------|--|--------|-------------------------|------|
| Afrique du Sud | 11 janvier | 1982 A | 11 avril | 1982 |
| Albanie | 7 juin | 2004 A | 7 septembre | 2004 |
| Algérie | 3 novembre | 1983 A | 3 février | 1984 |
| Allemagne* | 6 juin | 1980 | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Angola | 3 octobre | 1991 A | 3 janvier | 1992 |
| Antigua-et-Barbuda | 9 février | 1987 A | 9 mai | 1987 |
| Arabie Saoudite | 2 mars | 1990 A | 2 juin | 1990 |
| Argentine | 24 février | 1982 A | 24 mai | 1982 |
| Australie | 17 août | 1983 A | 17 novembre | 1983 |
| Autriche | 27 mai | 1988 A | 27 août | 1988 |
| Bahamas | 16 février | 1979 A | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Barbade | 29 mai | 1984 A | 29 août | 1984 |
| Belgique | 24 septembre | 1979 | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Belize | 2 avril | 1991 A | 2 juillet | 1991 |
| Bénin | 11 février | 2000 A | 11 mai | 2000 |
| Bolivie | 4 juin | 1999 A | 4 septembre | 1999 |
| Brésil | 20 novembre | 1985 A | 20 février | 1986 |
| Brunéi | 23 octobre | 1986 A | 23 janvier | 1987 |
| Bulgarie | 2 novembre | 1983 A | 2 février | 1984 |
| Cambodge | 28 novembre | 1994 A | 28 février | 1995 |
| Chili | 15 juillet | 1992 A | 15 octobre | 1992 |
| Chine* | 17 décembre | 1982 A | 17 mars | 1983 |
| Hong Kong ^a | 5 juin | 1997 | 1 ^{er} juillet | 1997 |
| Macao ^b | 10 décembre | 1999 | 20 décembre | 1999 |
| Chypre | 11 octobre | 1985 A | 11 janvier | 1986 |
| Colombie | 31 octobre | 1980 A | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Comores | 22 novembre | 2000 A | 22 février | 2001 |
| Congo (Kinshasa) | 19 mai | 2014 A | 19 août | 2014 |
| Corée (Nord) | 1 ^{er} mai | 1985 A | 1 ^{er} août | 1985 |
| Corée (Sud) | 2 décembre | 1982 A | 2 mars | 1983 |
| Costa Rica | 6 juin | 2011 A | 6 septembre | 2011 |
| Côte d'Ivoire | 5 octobre | 1987 A | 5 janvier | 1988 |
| Croatie | 27 juillet | 1992 S | 8 octobre | 1991 |
| Cuba | 19 juin | 1992 A | 19 septembre | 1992 |
| Danemark | 27 novembre | 1980 A | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Dominique | 21 juin | 2000 A | 21 septembre | 2000 |

⁴ La présente publication complète et rectifie (Dominique, Jamaïque) celles qui figurent au RO 1982 1321; 1983 248; 1984 276; 1985 232; 1986 872; 1987 1154; 1989 842; 1990 1870; 2005 1315; 2008 4605; 2013 3017; 2016 2957; 2021 545; 2025 151. Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur la plateforme de publication du droit fédéral «Fedlex» à l'adresse suivante: www.fedlex.admin.ch/fr/treaty.

| États parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de suc- cession (S) | Entrée en vigueur |
|---------------------|--|------------------------------|
| Égypte | 7 août 1986 A | 7 novembre 1986 |
| Émirats arabes unis | 15 décembre 1983 A | 15 mars 1984 |
| Équateur | 21 mai 2008 A | 21 août 2008 |
| Espagne | 30 avril 1980 A | 1 ^{er} mai 1981 |
| Estonie | 16 décembre 1991 A | 16 mars 1992 |
| États-Unis | 12 août 1980 | 1 ^{er} mai 1981 |
| Éthiopie | 3 janvier 1986 A | 3 avril 1986 |
| Fidji | 28 juillet 2004 A | 28 octobre 2004 |
| Finlande | 30 avril 1981 A | 1 ^{er} mai 1981 |
| France | 21 décembre 1979 | 1 ^{er} mai 1981 |
| Ghana | 19 mai 1983 A | 19 août 1983 |
| Grèce | 17 juillet 1981 A | 17 octobre 1981 |
| Grenade | 28 juin 2004 A | 28 septembre 2004 |
| Guinée | 2 octobre 2002 A | 2 janvier 2003 |
| Guinée-Bissau | 12 mai 2022 A | 12 août 2022 |
| Guinée équatoriale | 24 avril 1996 A | 24 juillet 1996 |
| Guyana | 10 décembre 1997 A | 10 mars 1998 |
| Honduras | 24 septembre 1985 A | 24 décembre 1985 |
| Hongrie | 3 février 1982 A | 3 mai 1982 |
| Îles Marshall | 26 avril 1988 A | 26 juillet 1988 |
| Îles Salomon | 18 octobre 2023 A | 18 janvier 2024 |
| Inde | 3 avril 1986 A | 3 juillet 1986 |
| Indonésie | 23 août 1988 A | 23 novembre 1988 |
| Iran | 31 août 2000 A | 30 novembre 2000 |
| Irlande | 29 novembre 1983 A | 29 février 1984 |
| Islande | 6 juillet 1983 A | 6 octobre 1983 |
| Israël | 21 août 1981 A | 21 novembre 1981 |
| Italie | 1 ^{er} octobre 1982 A | 1 ^{er} janvier 1983 |
| Jamaïque | 17 août 2005 A | 17 novembre 2005 |
| Japon | 15 mai 1980 A | 1 ^{er} mai 1981 |
| Kazakhstan | 7 mars 1994 A | 7 juin 1994 |
| Kenya | 7 juillet 2015 A | 7 octobre 2015 |
| Kiribati | 5 février 2007 A | 5 mai 2007 |
| Koweït | 29 juin 1979 A | 1 ^{er} mai 1981 |
| Lettonie | 5 août 2005 A | 5 novembre 2005 |
| Liban | 29 novembre 1983 A | 29 février 1984 |
| Libéria | 28 octobre 1980 | 1 ^{er} mai 1981 |
| Libye | 2 juillet 1981 A | 2 octobre 1981 |
| Lituanie | 4 décembre 1991 A | 4 mars 1992 |
| Luxembourg | 14 février 1991 A | 14 mai 1991 |
| Malaisie | 19 octobre 1983 A | 19 janvier 1984 |
| Malte | 8 août 1986 A | 8 novembre 1986 |
| Maroc | 30 janvier 2001 A | 30 avril 2001 |
| Mauritanie | 24 novembre 1997 A | 24 février 1998 |

| États parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de suc- cession (S) | | Entrée en vigueur | |
|---|--|--------|---------------------------|------|
| Mexique | 30 juin | 1983 | 30 septembre | 1983 |
| Monténégro | 3 juin | 2006 S | 3 juin | 2006 |
| Myanmar | 11 novembre | 1987 A | 11 février | 1988 |
| Namibie | 27 novembre | 2000 A | 27 février | 2001 |
| Nigéria | 13 novembre | 1984 A | 13 février | 1985 |
| Norvège | 25 mars | 1981 A | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Nouvelle-Zélande* | 23 février | 1990 A | 23 mai | 1990 |
| Oman | 25 avril | 1985 A | 25 juillet | 1985 |
| Pakistan | 10 avril | 1985 A | 10 juillet | 1985 |
| Palaos | 29 septembre | 2011 A | 29 décembre | 2011 |
| Panama | 14 juillet | 1982 A | 14 octobre | 1982 |
| Pays-Bas | 8 juillet | 1980 | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Aruba | 8 juillet | 1980 | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Curaçao | 8 juillet | 1980 | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Partie caraïbe (Bonaire, Sint Eustatius et Saba) | 8 juillet | 1980 | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Sint Maarten | 8 juillet | 1980 | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Pérou | 16 juillet | 1982 A | 16 octobre | 1982 |
| Philippines | 24 avril | 2018 A | 24 juillet | 2018 |
| Pologne | 15 mars | 1984 | 15 juin | 1984 |
| Portugal* | 7 novembre | 1983 A | 7 février | 1984 |
| République tchèque | 19 octobre | 1993 S | 1 ^{er} janvier | 1993 |
| Roumanie | 14 janvier | 2008 A | 14 avril | 2008 |
| Royaume-Uni | 5 novembre | 1979 | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Bermudes | 8 juin | 1988 | 23 juin | 1988 |
| Gibraltar | 1 ^{er} novembre | 1988 | 1 ^{er} décembre | 1988 |
| Île de Man | 9 avril | 1985 | 1 ^{er} juillet | 1985 |
| Îles Cayman | 9 mai | 1988 | 23 juin | 1988 |
| Russie | 12 mai | 1981 A | 12 août | 1981 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 11 juin | 2004 A | 11 septembre | 2004 |
| Sainte-Lucie | 20 mai | 2004 A | 20 août | 2004 |
| Saint-Marin | 21 avril | 2021 A | 21 juillet | 2021 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 13 juillet | 1987 A | 13 octobre | 1987 |
| Samoa | 14 mars | 1997 A | 14 juin | 1997 |
| Sao Tomé-et-Principe | 29 octobre | 1998 A | 29 janvier | 1999 |
| Sénégal | 16 janvier | 1997 A | 16 avril | 1997 |
| Serbie | 27 avril | 1992 S | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Seychelles | 10 mai | 1988 A | 10 août | 1988 |
| Sierra Leone | 10 mars | 2008 A | 10 juin | 2008 |
| Singapour | 1 ^{er} juin | 1984 A | 1 ^{er} septembre | 1984 |
| Slovaquie | 30 janvier | 1995 S | 1 ^{er} janvier | 1993 |
| Slovénie | 12 novembre | 1992 S | 25 juin | 1991 |
| Suède | 21 décembre | 1979 | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Suisse | 1 ^{er} avril | 1982 A | 1 ^{er} juillet | 1982 |

| États parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de suc- cession (S) | | Entrée en vigueur | |
|-------------------|--|--------|---------------------|------|
| Syrie | 20 juillet | 2001 A | 20 octobre | 2001 |
| Togo | 19 juillet | 1989 A | 19 octobre | 1989 |
| Tonga | 18 septembre | 2003 A | 18 décembre | 2003 |
| Trinité-et-Tobago | 7 juin | 2012 A | 7 septembre | 2012 |
| Tunisie | 6 août | 1980 A | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Turquie | 3 septembre | 2013 A | 3 décembre | 2013 |
| Tuvalu | 30 juin | 2004 A | 30 septembre | 2004 |
| Ukraine | 16 juillet | 1992 A | 16 octobre | 1992 |
| Uruguay | 30 avril | 1979 A | 1 ^{er} mai | 1981 |
| Vanuatu | 28 juillet | 1982 A | 28 octobre | 1982 |
| Vietnam | 12 octobre | 1992 A | 12 janvier | 1993 |

* Réserves et déclarations.

Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en anglais peuvent être obtenus à l'adresse du site Internet l'Organisation maritime internationale (OMI): www.imo.org > Publications > Catalogue & listes de code, ou auprès de la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.

- ^a Du 25 nov. 1981 au 30 juin 1997, le protocole était applicable à Hong Kong sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Royaume-Uni. À partir du 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration chinoise du 5 juin 1997, la convention est également applicable à la RAS Hong Kong à partir du 1^{er} juillet 1997.
- ^b Du 24 août 1999 au 19 déc. 1999, le protocole était applicable à Macao sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Portugal. À partir du 20 déc. 1999, Macao est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration chinoise du 10 déc. 1999, le protocole est également applicable à la RAS Macao à partir du 20 déc. 1999.